

Ref 81B

ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN
PLANT PROTECTION ORGANISATION



TROISIÈME RAPPORT
du Groupe de travail pour l'étude de la
RÉGLEMENTATION PHYTOSANITAIRE

(Bad Godesberg, 18-20 mars 1959)

THIRD REPORT
of the Working Party on
PHYTOSANITARY REGULATIONS



Juin 1959
PARIS

142, avenue des Champs-Élysées



TROISIÈME RAPPORT

du Groupe de travail pour l'étude de la réglementation phytosanitaire

(Bad Godesberg, 18-20 mars 1959)

THIRD REPORT

of the Working Party on Phytosanitary Regulations

*La publication du présent rapport a été approuvée
par le Conseil de l'Organisation.*

*Publication of this report has been approved
by the Council of the Organisation.*

ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN
PLANT PROTECTION ORGANISATION

PARIS

TABLE DES MATIÈRES

	Page
<i>MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL</i>	5
<i>RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL ET RECOMMANDATIONS</i>	6
<i>ANNEXE : CERTIFICATS MODÈLES DE LA F.A.O. ET DE PÉKIN</i>	22

CONTENTS

<i>MEMBERS OF THE WORKING PARTY</i>	5
<i>REPORT OF THE WORKING PARTY AND RECOMMENDATIONS</i>	7
<i>APPENDIX : F.A.O. AND PEKING MODEL CERTIFICATES</i>	23

**Groupe de travail
pour l'étude de la réglementation phytosanitaire**

Working Party on Phytosanitary Regulations

(Bad Godesberg, 18-20 mars 1959)

MEMBRES — MEMBERS

MM. F. ARANHA	<i>Service portugais de la protection des végétaux, Lisbonne.</i>
L. BOUYX	<i>Service français de la protection des végétaux, Paris.</i>
C. J. BRIEJÈR	<i>Service néerlandais de la protection des végétaux, Wageningen.</i>
A. CHAPONNIER	<i>Division suisse de l'agriculture, Berne.</i>
B. COLONNA	<i>Service italien de la protection des végétaux, Rome.</i>
H. DREES	<i>Service allemand de la protection des végétaux, Bonn.</i>
E. GRAM	<i>Laboratoire danois de phytopathologie, Lyngby.</i>
V. KOSSOV	<i>Service soviétique de la protection des végétaux, Moscou.</i>
W. C. MOORE	<i>Laboratoire phytopathologique du ministère anglais de l'Agriculture, Harpenden.</i>

Ont également assisté à la session :

MM. W. DARKE	<i>Ministère anglais de l'agriculture, Londres.</i>
R. FINKBEIN	<i>Service allemand de la protection des végétaux, Bonn.</i>
G. HANSEN	<i>Service danois de la protection des végétaux, Hellerup.</i>
J. W. HES	<i>Service néerlandais de la protection des végétaux, Wageningen.</i>
LUDEWIG	<i>Institut fédéral allemand de biologie, Berlin.</i>

OEPP:

MM. V. E. WILKINS	<i>Directeur général, Président du Groupe de travail.</i>
L. W. D. CAUDRI	<i>Directeur scientifique.</i>

ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE POUR LA PROTECTION DES PLANTES

Groupe de travail pour l'étude de la réglementation phytosanitaire

TROISIÈME RAPPORT

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

1. Le Groupe de travail, à cette nouvelle session,* était notamment appelé à définir, d'un commun accord, les principes de base dont il conviendrait que tout État tienne compte pour l'établissement de sa réglementation phytosanitaire. La question revêt une importance économique considérable, non seulement eu égard à la propagation des ennemis et maladies des cultures, qui réduisent les approvisionnements en produits alimentaires et agricoles, mais parce que les diverses réglementations nationales affectent profondément les échanges internationaux de végétaux et de produits végétaux. Une réglementation mal conçue ou appliquée de manière déraisonnable peut faire beaucoup de tort. Elle risque, trop rigide, d'entraver à l'excès le libre mouvement des marchandises ; trop flexible, de laisser passer les ennemis et de causer ainsi dans les cultures des dégâts évitables ; enfin, dans un cas comme dans l'autre, d'avoir de fâcheuses répercussions sur les relations amicales entre les divers pays.

2. Nous nous félicitons d'avoir pu nous mettre d'accord, à l'unanimité, sur les principes dont il serait souhaitable de s'inspirer en élaborant les règlements phytosanitaires. Avant de préciser, dans les alinéas qui suivent, notre manière de voir, nous croyons utile de rappeler certaines des considérations majeures que les auteurs d'une telle réglementation auraient à garder présentes à l'esprit :

- *Il est du devoir de tout État de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les végétaux et produits végétaux importés ou exportés sont pratiquement indemnes d'ennemis et de maladies dangereux.*
- *La réglementation phytosanitaire peut parfois retarder, mais non empêcher, l'introduction d'ennemis et maladies dans de nouveaux territoires. L'application, dans les pays d'origine, de mesures de lutte satisfaisantes constitue pour les autres pays une meilleure garantie contre les risques de contamination que l'existence de règlements prescrivant la certification ou la désinfection des produits végétaux.*

* Cf. nos deux précédents rapports, publiés par l'OEPP en mai 1955 et juin 1957.

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANISATION

Working Party on Phytosanitary Regulations

THIRD REPORT

TO THE CHAIRMAN OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

SIR,

1. One of the main reasons for which the Working Party was again convened * was to endeavour to come to agreement on the basic principles which should be borne in mind by Governments in the framing of phytosanitary regulations. This subject is of great economic importance, for such regulations have a profound effect on international trade in plants and plant products and on the spread of pests and diseases which reduce the supplies of food and agricultural produce. Unwisely framed or administered regulations can do much harm. If too harsh they may impede unduly the flow of trade ; if too lax they may lead to unnecessary losses of crops from pest or disease attack ; in either case they may have unfortunate repercussions on friendly relationships between countries.

2. We are glad to say that we reached complete unanimity in regard to the principles which Governments should be recommended to follow when they are framing phytosanitary laws. Our views are outlined in the paragraphs below, but before recording them we think it desirable to summarise some of the more important considerations which should be in the minds of those entrusted with the task :

- *It is the duty of all countries to take steps to ensure that plants and plant products moving in international trade are substantially free from injurious pests and diseases.*
- *Regulations cannot prevent, though they may hinder, the spread of pests and diseases to new territories. Adequate control of pests and diseases in the countries of origin is a surer safeguard against their spread to other countries than regulations requiring certification or disinfection.*

* Cf. our two previous reports, published by EPPO in May 1955 and June 1957.

- La réglementation doit tenir compte, dans des limites raisonnables, des répercussions économiques des dispositions prises, mais elle ne saurait être considérée en aucun cas comme un moyen commode d'élever des barrières commerciales. Aucune restriction ne doit être imposée sur les importations qui ne soit sérieusement fondée du point de vue biologique.
- Dans les limites qu'impose un souci raisonnable de sécurité, tout doit être mis en œuvre pour entraver les échanges le moins possible.
- Des conditions de développement d'un ennemi ou d'une maladie dans tel secteur géographique, on ne saurait conclure d'une manière sûre à ses conditions de développement dans tel autre secteur. Néanmoins il devrait être possible d'élaborer une réglementation de base uniforme applicable à un groupe de pays limitrophes et à climats grosso modo semblables.
- Il est déraisonnable d'exiger qu'un envoi de végétaux ou produits végétaux soit déclaré " indemne de tous ennemis et maladies ", puisqu'une telle déclaration ne saurait être délivrée en conscience.
- Un État ne saurait imposer à l'importation de tels et tels produits végétaux des conditions phytosanitaires plus rigoureuses que celles auxquelles doivent satisfaire les produits nationaux de nature semblable.
- Tout État exportateur ou importateur doit disposer d'un personnel phytosanitaire qualifié, capable de procéder aux contrôles nécessaires, de délivrer des certificats phytosanitaires et de vérifier les déclarations accompagnant les marchandises importées.
- Les consultations suivies entre services phytosanitaires nationaux, ainsi que la libre circulation des informations relatives aux diverses réglementations et à l'incidence des ennemis et maladies des cultures sont d'une importance décisive.
- Les services publics responsables de l'établissement des règlements phytosanitaires et producteurs et distributeurs du secteur privé ont intérêt à collaborer étroitement.

3. Compte tenu de ces diverses considérations, nous recommandons aux divers États d'examiner la possibilité de conclure avec les pays voisins des accords bilatéraux, voire multilatéraux, s'inspirant des principes fondamentaux définis ci-dessous. En vue d'assurer une certaine uniformité de méthode, la participation de l'OEPP aux pourparlers pourrait être utile. Il y aurait lieu de tenir compte des dispositions de la Convention internationale de 1951 pour la protection des végétaux, et notamment de l'Article VI.

- a. Établissement d'une liste des ennemis et maladies considérés comme les plus dangereux pour le secteur géographique en question et exigeant l'application de mesures de protection soit permanentes soit saisonnières. Cette liste ne devrait inclure que les ennemis et maladies dont on serait en droit de craindre que l'introduction ne cause de graves dégâts économiques. Les textes législatifs envisagés pourraient contenir une " clause de sauvegarde " habilitant le service de la protection des végétaux à compléter la liste au cas où tel autre ennemi ou maladie serait considéré par la suite comme présentant un danger particulier pour le secteur.
- b. Établissement d'une liste des végétaux et des produits végétaux de nature à être importés dans le secteur et qui risquent d'être porteurs des ennemis et maladies figurant à la liste prévue à l'alinéa a. ci-dessus. Il conviendrait ici encore de faire preuve de réalisme, en n'envisageant au premier chef que les importations habituelles, effectuées dans des conditions normales ; les risques liés aux importations exceptionnelles, consécutives par exemple à une mauvaise récolte, seraient couverts par la " clause de sauvegarde ".
- c. Détermination, d'un commun accord, des points d'entrée dans le secteur des envois de végétaux et de produits végétaux. Moins nombreux les points d'entrée officiellement prévus pour les marchandises étrangères, plus efficaces seront les contrôles effectués par le service de la protection des végétaux ; la liste de ces points d'entrée devra toutefois être conçue de manière à ne pas gêner inutilement les échanges internationaux.

- *In framing regulations, reasonable account must be taken of their economic consequences, but they must never be regarded as a convenient method of erecting trade barriers. No restrictions on imports should be imposed which cannot be justified on sound biological grounds.*
- *Every effort must be made to minimise interference with trade, so far as is consistent with reasonable safety.*
- *The activity of a pest or disease in one geographical area is not a sound guide to its activity in another area. Nevertheless it should be possible to frame uniform basic regulations covering groups of countries having common boundaries and broadly similar climatic conditions.*
- *It is unreasonable to require that consignments of plants or plant products should be certified as "free from all pests and diseases", for such certificates cannot conscientiously be given.*
- *Requirements in regard to imports should not be more rigorous than the measures imposed by the importing country in respect of similar produce grown at home.*
- *Exporting and importing countries should have properly trained plant protection services capable of carrying out the necessary inspections and issuing or checking the reliability of health certificates.*
- *Constant consultation between plant protection services and the free exchange of information about national legislation and the occurrence of pests and diseases are of paramount importance.*
- *Close cooperation should exist between national bodies responsible for framing and administering legislation and commercial interests concerned with the production or distribution of plants and plant products.*

3. Bearing the above points in mind, we recommend that countries should consider the possibility of making bilateral — or even multilateral — agreements with their neighbours, based on the cardinal principles set out below. EPPO might usefully take part in the discussions, to help in ensuring uniformity of treatment. The provisions of the International Plant Protection Convention, 1951, particularly of Article VI, should be borne in mind.

- a. A list should be established of the pests and diseases against the introduction of which the area is most in need of protection, either throughout the year or at certain periods. This list should be limited to those pests and diseases which may be expected to cause serious economic losses if introduced into the area. The legislation could contain an "escape clause" enabling the plant protection services to extend the list if any other pest or disease was later considered to present a special danger to the area.
- b. A list should be established of the plants and plant products likely to be imported into the area, from the standpoint of their being possible carriers of the pests and diseases included in the list referred to under a. above. In this case, also, there should be a realistic approach. The guiding consideration should be the normal conditions of trade; exceptional imports, following for example a bad harvest, could be dealt with under the "escape clause".
- c. Agreement should be reached on the points of entry into the area for consignments of plants and plant products. The fewer the points of entry approved for international traffic, the more efficient can be the inspection by the plant protection service; on the other hand, such points should be so selected as not unnecessarily to impede international commerce.

- d. Détermination, d'un commun accord, de la nature des mesures à prendre en vue d'assurer la désinfestation ou la désinfection des produits exportés à destination d'un pays dont la réglementation phytosanitaire prévoit de tels traitements. On réaliserait à cet égard de grands progrès si chaque pays importateur intéressé définissait avec précision les procédés de décontamination à appliquer.
- e. Examen éventuel des méthodes appliquées pour les contrôles à l'importation et à l'exportation, sans toutefois qu'une telle discussion implique que les textes législatifs envisagés feront nécessairement mention de ces méthodes. On pourrait également envisager l'organisation éventuelle de campagnes communes de lutte contre tels ennemis ou maladies déterminés, notamment dans les régions-frontières.
- f. Enfin, détermination, d'un commun accord, des déclarations supplémentaires à exiger pour compléter le certificat phytosanitaire principal accompagnant les produits importés. La plupart des États membres de l'OEPP ont déjà adopté le certificat modèle de la FAO, tel qu'il est établi par la Convention internationale de 1951 pour la protection des végétaux. Ce certificat prévoit une déclaration supplémentaire éventuelle, mais il se trouve malheureusement que certains États, en exigeant un nombre considérable de déclarations supplémentaires, vont à l'encontre de l'esprit de la Convention de 1951 et annulent en grande partie les avantages du certificat modèle. En revanche, certains États n'exigent aucune déclaration supplémentaire ; ils entendent simplement se fier au certificat principal, qui atteste que "l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur". Le Groupe de travail approuve chaleureusement une telle ligne de conduite. Ce qui compte le plus, ce n'est pas le certificat, c'est l'efficacité du service phytosanitaire du pays exportateur et sa loyauté. Le Groupe de travail espère que l'OEPP interviendra auprès de tous ses États membres pour les engager à adopter et à accepter le certificat modèle de la FAO, et à se borner, s'ils estiment indispensable d'exiger des déclarations supplémentaires, aux ennemis et maladies réellement dangereux, non encore introduits dans leurs territoires respectifs, et dont l'introduction risque de causer des difficultés nouvelles et graves.

Le certificat phytosanitaire

4. S'il a été question ci-dessus du certificat de la FAO, dont l'emploi est désormais largement répandu, il nous reste à attirer l'attention sur un autre certificat "modèle", établi à Pékin par une conférence phytosanitaire internationale tenue en août 1956 avec la participation de pays de l'Europe orientale, de la Chine et de pays du Proche-Orient. Cette conférence a préconisé l'emploi généralisé de cet autre certificat, dont nous reproduisons le texte en annexe, en même temps que celui de la FAO (p. 22). Comme il y aurait intérêt en principe à faire la synthèse des deux formules en vue de l'adoption universelle du texte ainsi obtenu, nous avons étudié la question assez longuement.

5. On constatera que les deux textes se ressemblent à beaucoup d'égards, mais présentent également des différences notables. Le certificat de Pékin porte sur trois points dont il n'est pas question dans celui de la FAO : *a.* l'inspection des récoltes sur pied, lorsque celle-ci est exigée par le pays importateur ; *b.* la désignation précise des maladies contre lesquelles le pays importateur entend assurer sa protection et dont l'envoi est attesté indemne ; *c.* la fixation d'un délai précis pour la signature de la pièce. De son côté le certificat de la FAO porte sur deux autres points non prévus par celui de Pékin : *a.* l'envoi est certifié pratiquement indemne de tous ennemis et maladies ; *b.* il est également "estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur".

- d. Agreement should be reached as to the steps to be taken in regard to the disinfection or disinsection of exported produce in cases where such process is requested by the importing country. It would be an important step forward if the methods to be applied were specified by the importing country.
- e. The methods of inspection of consignments for import or export could usefully be discussed, although they would not necessarily be referred to in the legislation. Another matter for discussion would be the possibility of carrying out joint measures of control of particular diseases or pests, particularly in frontier areas.
- f. Finally, agreement should be reached on the additional declarations to be asked for as supplements to the main phytosanitary certificate accompanying imported produce. Most member Governments of EPPO have already adopted the FAO model certificate incorporated in the International Plant Protection Convention, 1951. That certificate provides space for an additional declaration, but unfortunately some Governments require so many additional declarations as largely to nullify the intentions of the International Convention. On the other hand, some Governments require no additional declarations; they are content to rely on the validity of the main certificate, which states that "the consignment is believed to conform with the current phytosanitary regulations of the importing country". The Working Party thoroughly commends this policy. What matters most is not the certificate but the efficiency and sincerity of the Plant Protection Service of the exporting country. It is hoped that EPPO will urge all its member Governments to adopt and accept the FAO model certificate, and if they feel it essential to ask for additional declarations, to limit their request to serious pests and diseases which do not yet occur in their countries, and which if introduced would bring new and grave risks.

The Phytosanitary Certificate

4. We have mentioned the FAO certificate, which is now widely used, but there is another "model" certificate, which was drawn up and recommended for general use at an International Plant Protection Conference held at Peking in August 1956 and attended by delegates from eastern European Governments, from China and from middle eastern countries. The texts of the two certificates are reproduced as an appendix to this report (p. 23). In principle it would be advantageous if they were combined into one, for universal use, and we discussed at some length the possibilities of such an arrangement.

5. It will be seen that there is considerable similarity between the two certificates, but there are also important differences. There are three things in the Peking certificate which do not appear in the FAO certificate : *a.* it specifically refers to field inspection, if required by the importing country ; *b.* it mentions the specific diseases against which the importing country desires protection and it declares the consignment to be free of them ; *c.* it lays down a time limit for the signing of the certificate. On the other hand, the FAO certificate includes two points which are not covered by the Peking certificate : *a.* it declares the consignment to be substantially free from all pests and diseases ; *b.* it declares that "the consignment is believed to conform with the current phytosanitary regulations of the importing country".

6. Certes, l'adoption universelle d'un certificat modèle unique soulagerait, sur le plan administratif, les services phytosanitaires nationaux et favoriserait éventuellement les échanges internationaux, mais nous avons abouti à la conclusion que le moment n'était pas encore venu de proposer à la FAO d'étudier la possibilité d'atteindre ce but. C'est en effet seulement depuis quelques années que les deux certificats, celui de la FAO comme celui de Pékin, sont employés par un nombre appréciable d'États, et il y a tout intérêt à prolonger l'expérience pour en tirer les leçons avant d'affronter la rude tâche d'une révision. La FAO, d'autre part, souhaiterait certainement de connaître l'avis d'autres organisations régionales de la protection des végétaux, de création récente. L'adoption du certificat de la FAO par un nombre si considérable de pays montre qu'il est considéré comme satisfaisant, mais nous tenons à répéter l'appel lancé à la fin de l'alinéa 3 en vue de réduire au strict minimum les demandes de déclarations supplémentaires.

Les produits en transit

7. Le Groupe de travail a également étudié le certificat de la FAO à un autre point de vue : celui des difficultés que soulève fréquemment le commerce de transit, c'est-à-dire l'importation dans un pays donné de marchandises destinées à un ou plusieurs autres pays. Le pays d'origine établit un certificat attestant que l'envoi est conforme à la réglementation phytosanitaire du pays importateur, mais en l'occurrence c'est le pays de première destination, le pays de transit ou d'entreposage, qui est considéré comme pays importateur. A la session précédente du Groupe de travail, il a été recommandé de joindre à l'envoi réexporté le certificat phytosanitaire original, ou une ou plusieurs copies de celui-ci, dûment légalisées par le service phytosanitaire du pays transitaire, lequel ajouterait une attestation selon laquelle les produits réexportés ont été conservés, pendant leur passage dans le pays de transit, dans des conditions garantissant le maintien de leur état sanitaire d'origine. Un certain nombre d'États ont déjà donné effet à cette recommandation.

8. Mais la solution ainsi trouvée n'est que partielle. Le commerce transitaire atteint un volume considérable dans plusieurs États membres de l'OEPP. Or, de sérieuses difficultés risquent de surgir du fait que le certificat phytosanitaire original, établi à l'intention d'un pays seulement (en l'occurrence le pays transitaire) et attestant que l'envoi est estimé conforme à la réglementation phytosanitaire de celui-ci, peut fort bien ne pas répondre aux exigences du ou des pays de dernière destination. Ces difficultés, qu'il serait souhaitable d'éviter, se présentent par exemple sous la forme suivante. Un envoi de pommes de terre récemment effectué d'un certain pays était accompagné d'un certificat établi en bonne et due forme à l'intention du pays d'importation. Mais celui-ci n'était pas le pays de dernière destination, et n'avait sans doute à aucun moment été envisagé comme tel. Les services compétents du pays de première destination furent ensuite invités à établir une attestation certifiant que pendant le passage en transit des marchandises, celles-ci n'avaient pas été nouvellement contaminées. L'envoi arriva ainsi en fin de compte au pays de dernière destination accompagné de deux pièces officielles, mais sans le moindre document attestant qu'il était conforme aux règlements phytosanitaires de ce pays.

9. En ce qui concerne l'importation en Angleterre de pommes de terre de consommation, la difficulté a pu être résolue en partie en modifiant légèrement le texte du certificat de la FAO de manière à y faire figurer le cas échéant plusieurs pays de destination. Les échanges internationaux se faisant normalement suivant des voies bien établies, il est fort probable qu'un envoi déterminé finira par arriver dans l'un quelconque d'un nombre réduit de pays ; en règle générale l'exportateur sait parfaitement de quels pays il s'agit, si bien qu'il aura intérêt à se faire établir un certificat attestant que l'envoi est conforme aux réglementations de *tous* les pays en question. Une telle solution ne saurait toutefois être envisagée pour les végétaux destinés à la plantation, l'emploi du certificat modèle, sans aucune modification, étant dans ce cas obligatoire pour les pays signataires de la Convention de 1951 pour la protection des végétaux.

6. Although the adoption of a common certificate by all countries would relieve the administrative burden falling on the Plant Protection Services and might facilitate international trade, we came to the conclusion that the time was not ripe for suggesting that FAO should study the practicability of achieving this end. The FAO and Peking certificates have only been in use by an appreciable number of countries during the last few years, and more experience should be gained before the formidable task involved in revision should be attempted. FAO would doubtless wish to have also the views of other regional plant protection organisations, which have been established only recently. The fact that the FAO certificate has been adopted by so many countries shows that it is held to be satisfactory, but we would repeat the appeal made at the end of para 3. above, that requests for additional declarations should be limited to the absolute minimum.

Produce in Transit

7. The Working Party also discussed the FAO certificate in relation to a problem which frequently arises when produce is re-exported by a "transit" country to its final destination or destinations. The produce is accompanied by a certificate that it conforms with the phytosanitary regulations of the importing country, which in this case is presumably the first country of import, or the transit country. At the last meeting of the Working Party it was recommended that the original certificate, or a copy (or copies) certified as authentic by the Plant Protection Service of the transit country, should accompany the goods on re-export, together with a declaration that while in the transit country the produce had been kept under conditions which maintained its original freedom from pests and diseases. This recommendation has already been adopted by certain Governments.

8. However, this is only a partial solution of the problem. There is a large amount of entrepôt trade in several member countries of EPPO, and the fact that the original certificate declares that the produce is believed to conform to the phytosanitary regulations of one country only (i. e. the intermediate or transit country) and may not be valid for the country or countries of final destination, presents the possibility of serious consequences which it would be desirable to avoid. A typical example may be given of the kind of difficulty that arises. A consignment of potatoes recently left a certain country properly documented with a certificate from the plant protection authority. The country of import, to which the certificate applied, was not in fact the country of final destination, and it was probably not intended that it should be. The authorities of the country of first arrival were asked to supply a certificate that no disease had been picked up while the potatoes were within its boundaries. The consignment then arrived at the country of final destination covered by two documents, but without any kind of certification that the potatoes conformed with the requirements of that country.

9. So far as the importation of ware potatoes into England is concerned, the difficulty has been partially met by modifying slightly the FAO certificate so as to enable it to refer to more than one country of destination. Following the normal pattern of trade, the exporter will usually know that the produce is likely finally to reach one of a few countries, and should obtain a certificate that the requirements of all of them are satisfied. However, such a modification could not apply to planting material, in respect of which the use of the certificate in its present form is obligatory on countries adhering to the International Plant Protection Convention.

10. Ayant situé le problème, nous croyons devoir en ajourner l'étude. Il n'admet en effet aucune solution simple. Il est du moins possible, en donnant suite à la recommandation précédente du Groupe de travail rappelée à l'alinéa 7 ci-dessus, d'améliorer la situation. Nous nous permettons d'exprimer l'espoir que les pays transitaires feront tout leur possible pour s'assurer que les envois réexportés sont conformes aux règlements des pays de destination effective, sans pour cela courir le risque de se compromettre par la délivrance de certificats qui ne sauraient être établis en conscience. Lorsque sera venu le moment de réviser le texte du certificat modèle, il conviendra d'examiner l'intérêt que présenterait une modification éventuelle dans le sens indiqué au précédent alinéa.

Droit de propriété sur le certificat phytosanitaire

11. Nous ne saurions trop insister sur l'importance primordiale du certificat phytosanitaire. L'existence d'une telle pièce peut et doit favoriser le libre mouvement des végétaux et des produits végétaux dans le commerce international*. Elle risque en revanche d'y faire obstacle — voire de faciliter plutôt que d'empêcher la propagation des ennemis et maladies des cultures — s'il arrive (comme c'est malheureusement le cas trop souvent encore) que les certificats soient établis sans contrôle suffisant des envois et sans connaissance suffisante des exigences du pays importateur.

12. Tout État est en droit de se doter des pouvoirs nécessaires pour retenir, traiter, détruire ou refouler des envois contaminés. En cas de refus d'admission, le certificat phytosanitaire correspondant est frappé de nullité pour les autorités du pays d'importation intéressé, et nous estimons que si ces autorités ne conservent pas la pièce, elles devraient y apposer distinctement leur cachet et y indiquer les motifs de la mesure de refoulement. Tel ennemi ou maladie qui présente un danger pour un pays peut n'en présenter aucun ailleurs, si bien que le timbrage du certificat n'empêcherait pas l'exportateur de diriger sa marchandise vers un autre pays.

13. La question juridique du droit de propriété sur le certificat phytosanitaire peut se poser différemment selon les législations nationales et la nature exacte des opérations où intervient le document. Or, il suffirait que le certificat soit conçu de manière à laisser clairement apparaître qu'il s'agit d'une communication adressée par un service phytosanitaire à un autre pour établir une fois pour toutes à qui la pièce appartient. Aussi pensons-nous que dans l'éventualité de la mise à l'étude d'une révision du texte du certificat modèle, la FAO pourrait utilement examiner cette question.

Contrôle des pépinières

14. Dans nombre de grands pays exportateurs de produits de pépinière, le contrôle de toutes les pépinières par le service phytosanitaire est obligatoire. Comme les méthodes de contrôle et les conditions d'inspection varient quelque peu d'un pays à l'autre, il serait utile que l'OEPP constitue une documentation sur les mesures appliquées et la communique aux États membres. On pourrait ainsi se rapprocher d'un but souhaitable : l'adoption de normes communes.

15. D'autre part, il est courant dans la plupart des pays de grouper les produits en provenance de différentes pépinières, ce qui facilite le triage par grosseurs et par qualités. Or, en cas de contamination partielle d'un envoi de produits de pépinière, il serait des plus utiles, du point de vue phytosanitaire, de pouvoir déterminer exactement de quelles pépinières proviennent les plants atteints. A cette fin, le service phytosanitaire du pays d'origine pourrait assigner aux différentes pépinières participant aux envois groupés un numéro d'immatriculation, qui changerait tous les ans ; ces numéros d'origine figureraient sur des étiquettes attachées à chacun des plants ou colis composant l'envoi groupé.

10. We feel that having indicated the nature of the problem we must leave the matter for later consideration. There is no simple solution. The previous recommendation of the Working Party, referred to in para. 7 above, does at least ameliorate the position. We would express the hope that the transit country will do all that is possible to ensure that the regulations of the country of destination are satisfied, without at the same time risking its reputation by issuing a certificate which it cannot conscientiously sign. When the time comes to revise the model certificate, the desirability of modifying it in the way suggested at the end of the preceding paragraph should be considered.

Ownership of the Phytosanitary Certificate

11. We cannot too strongly emphasise the supreme importance of the phytosanitary certificate. It can, and should, stimulate the free flow of international trade in plants and plant products. On the other hand, if issued without efficient inspection of the produce it covers, and without adequate knowledge of the requirements of the importing country (and this unfortunately still happens in too many cases) it becomes a barrier to trade, and may indeed facilitate the spread of pests and diseases which it is designed to prevent.

12. It is normal for Governments to take legislative powers to detain, treat, destroy or refuse entry to infected or infested consignments of produce. In cases where such produce is refused admission, the certificate is proved invalid so far as that country of import is concerned, and we consider that if it is not retained by the authorities of that country, it should be clearly over stamped with the reason for the refusal to admit. A pest or disease which is serious for one country may be harmless for another, and the owners of the consignment would not therefore be precluded from finding a market for it elsewhere.

13. The precise position regarding the legal ownership of the certificate may vary in different countries, according to their laws and the type of transaction involved. If the certificate made it plain that the document was addressed by one plant protection service to another, there would be no doubt as to the ownership. This question might well be considered by FAO if and when it is considered appropriate to discuss a possible revision of the certificate.

Inspection of Nurseries

14. In many countries with a substantial export trade in nursery produce there is compulsory inspection of all nurseries by the Plant Protection Service. The methods of inspection and the conditions of inspection vary somewhat, and we think EPPO could usefully collect and collate information on the procedures adopted and circulate it to member countries. This might help towards the adoption of uniform standards, which is desirable.

15. In most cases, also, produce from different nurseries is often pooled, a practice which facilitates grading for size and quality. From the phytosanitary standpoint it would be valuable, in cases where a part of such a pooled consignment was found to be contaminated on arrival in the importing country, to be able to trace that part back to the particular nursery or nurseries of origin. The different nurseries contributing to the bulked consignment might be given a code number by the Plant Protection Service, the number being changed each year, and the numbers inserted on tags attached to the individual plants or parcels making up the consignment.

Commerce des pommes de terre de semence

16. La plupart des pays importateurs de pommes de terre de semence appliquent des mesures fort strictes en vue d'assurer leur protection contre le risque d'introduction d'ennemis tels que l'anguillule des racines de la pomme de terre (*Heterodera rostochiensis*), ou certaines maladies cryptogamiques graves. En Écosse, grand pays exportateur de pommes de terre de semence, a été mis au point un procédé de lavage et de désinfection qui permet, affirme-t-on, de débarrasser les tubercules de la terre, et aussi, le cas échéant, des kystes d'anguillules qui adhèrent à leur surface, tout en les préservant de tout risque d'infection par des cryptogames superficiels. Le Département écossais de l'agriculture ayant officiellement attiré l'attention de l'OEPP sur le procédé, il fut décidé d'en référer au Groupe de travail après étude préalable par un petit nombre de nématodologistes et de phytopathologistes. Le rapport des experts consultés, comprenant d'éminents spécialistes allemands, britanniques (anglais, écossais et nord-irlandais), français et néerlandais, avait été soumis à l'avance au Groupe de travail.

17. Le groupe d'experts a pu constater, sur la base des données scientifiques dont il a eu connaissance, que les pommes de terre de semence, après arrachage à maturité et lavage selon le procédé décrit, sont efficacement nettoyées de la terre adhérente, ainsi que de tous kystes adultes d'anguillule éventuellement présents, que ceux-ci se soient ou non développés à l'intérieur des tubercules. Les kystes "incrustés" présentent en général plus de difficultés lorsqu'il s'agit de tubercules non mûrs ou provenant de terrains fortement infestés. Les femelles non fécondées se trouvant dans les tubercules au moment du lavage ont peu de chances d'être fécondées après séchage complet des tubercules, opération qui doit être réalisée dans les 4 jours afin d'empêcher l'apparition de pourritures bactériennes.

18. Certaines variétés de pommes de terre sont très sujettes à la pourriture sèche (*Fusarium caeruleum*), à la gangrène (*Phoma foveata*) et au skin spot (*Oospora pustulans*). De nombreux chercheurs ont montré que ces trois maladies sont enrayées par traitement aux produits organo-mercuriques au moment de la récolte : le traitement doit être appliqué dans les 24 heures consécutives à l'arrachage. Le mildiou, au stade où il se trouve encore à la surface, est également combattu par désinfection. Les experts ont été amenés à constater qu'il est possible de lutter efficacement à l'échelle commerciale contre ces diverses maladies, et tout particulièrement en utilisant le procédé de lavage décrit ci-dessus. En outre, il a été démontré que la gale ordinaire (*Streptomyces scabies*) peut être combattue au moyen de désinfectants semblables, et qu'on est aussi venu pratiquement à bout, dans les conditions d'expérience et en opérant à 27-38 °C, d'attaques faibles ou modérées de rhizoctone noir (*Rhizoctonia solani*).

19. Le Groupe de travail, après étude du rapport des experts, partage leur point de vue sur l'intérêt que présente le procédé dans certains cas, puisque quelques pays importateurs de pommes de terre de semence exigent qu'elles soient certifiées totalement indemnes d'anguillule et qu'il est parfois impossible de délivrer en conscience une telle attestation. Prenons un cas-limite, comme par exemple celui du producteur qui après avoir planté ses tubercules en terrain préalablement reconnu indemne par échantillonnage, aurait la mauvaise surprise de constater qu'on refuse à sa coûteuse récolte l'attestation nécessaire, parce que son champ est soupçonné d'être légèrement infesté. Il y a alors tout intérêt à disposer de la garantie supplémentaire que présente un lavage efficace, selon les principes du procédé mis au point en Écosse. De même, la désinfection des tubercules serait souhaitable dans de nombreux cas pour prévenir l'apparition, pendant le transport, d'affections cryptogamiques superficielles, encore qu'il faille tenir compte à cet égard de la nature des variétés importées et du degré d'importance qu'attache le pays importateur à telle ou telles maladies.

20. Il serait toutefois nécessaire que le service phytosanitaire du pays exportateur contrôle avec soin l'exécution des opérations de lavage et de désinfection. Pour la méthode écossaise, les conditions suivantes devront être notamment réunies :

- a. Pas d'arrachage des tubercules avant maturité. Lavage effectué de préférence dans les 24 heures, et au maximum dans les 48 heures consécutives à l'arrachage, quand la terre est encore molle, au moyen du nombre nécessaire de jets d'eau à une pression minimum de 4,2 et maximum de 7 atmosphères, ce nombre nécessaire ainsi que la longueur du dispositif de lavage étant fonction de la densité du sol du terrain d'origine.

International Trade in Seed Potatoes

16. Most countries interested in the importation of seed potatoes safeguard themselves by enforcing strict regulations designed to prevent the introduction *inter alia* of potato root eelworm (*Heterodera rostochiensis*), and one or more of the injurious fungus diseases. In Scotland, which has an important export trade in seed potatoes, a method of washing and disinfection has been devised which is claimed to free the seed potatoes from soil and any eelworm cysts and to safeguard them from contamination by surface-borne fungi. The method was brought officially to the notice of EPPO by the Department of Agriculture for Scotland, and it was decided to refer the matter to the Working Party, but in the first place to have it discussed by a small group of nematologists and plant pathologists. The report of this group, which included recognised experts from Federal Germany, France and the Netherlands and from the three Agricultural Departments of the United Kingdom, was circulated to members of the Working Party in advance of the meeting.

17. The scientific evidence submitted to the group of experts indicated that seed potatoes, lifted when mature and washed in the specified manner, would be effectively freed from soil and any mature eelworm cysts, whether they had developed in the tubers or not. "Embedded" cysts were more likely to be troublesome in immature tubers and in crops grown on substantially infested land. Unfertilised females present in the tubers when washed would be unlikely to be fertilised once the tubers were thoroughly dried, which must be achieved within four days in order to prevent the development of bacterial rots.

18. Certain potato varieties are very prone to dry rot (*Fusarium caeruleum*), gangrene (*Phoma foveata*) and skin spot (*Oospora pustulans*). These three diseases have been shown by many workers to be controlled by treatment with organo-mercurial products at harvest time: the treatment should be carried out within 24 hours of lifting the tubers. Blight, while still surface-borne, is also controlled by disinfection. The evidence submitted showed that substantial control of these diseases can be effected on a commercial scale, especially when following the washing process referred to above. In addition, the evidence showed that mild common scab (*Streptomyces scabies*) can be controlled by similar disinfectants, and that mild to moderate black scurf (*Rhizoctonia solani*) had been substantially controlled experimentally at a temperature of 80-100° F (ca. 27-38° C).

19. The Working Party, having considered the report of the group of experts, agrees with their view that inasmuch as certain countries importing seed potatoes require a declaration of freedom from eelworm, and there are "borderline" cases where such a certificate cannot conscientiously be given — often to the chagrin of the grower who, for example, has gone to the expense of growing a crop on land found free from eelworm by the pre-cropping sampling method, but where the development of light infestation is suspected by the Plant Protection Service — the additional safeguard which could be provided in such cases by efficient washing, on the lines which had been developed in Scotland, was to be commended. In many cases the disinfection of the tubers, in order to prevent the development of surface fungus diseases in transit, would also be desirable, although in this connection the kind of varieties imported and the importance or otherwise to the importing country of specified diseases must be borne in mind.

20. It would, however, be necessary that the processes of washing and disinfection should be carefully controlled by the Plant Protection Service of the exporting country, and that in connection with the Scottish method, the following conditions should in particular be observed:

- a. Tubers should not be lifted until they are mature. Washing should be carried out preferably within 24 hours, but in any case within 48 hours, of lifting, while the soil is still soft, and should be effected by a sufficient number of powered water jets of not less than 60 or more than 100 lbs. per square inch pressure (minimum of 4.2 and maximum of 7 atmo.). The number of jets and the length of the washing plant would vary according to the lightness or heaviness of the soil in which the tubers had been grown.

- b. Séchage des tubercules dans un délai de 4 jours ; entreposage sur deux couches au maximum en caisses ou cartons préalablement stérilisés (par exemple à la formaline en solution), et dans des conditions adéquates de ventilation.
- c. Les tubercules à traiter contre les affections transmises superficiellement doivent être débarassés de toute terre adhérente.
- d. Élimination, sous le contrôle du service phytosanitaire, de tous tubercules fendus, mal formés, ou présentant des cavités, dans les lots destinés à l'exportation.

21. Nous voulons croire qu'on ne se méprendra pas sur le sens de ces observations. En s'étendant quelque peu sur le procédé écossais, le Groupe de travail n'entend nullement recommander aux pays importateurs de faire du lavage et/ou de la désinfection des pommes de terre de semence une condition obligatoire d'admission. Il s'agit là d'opérations coûteuses, et c'est seulement dans les cas où l'État importateur attache une importance essentielle à la garantie complémentaire que ces traitements lui offrent que s'imposeraient des accords bilatéraux prévoyant un lavage et/ou une désinfection obligatoires.

22. De même, rien de ce qui a été dit du procédé ne saurait signifier le moindre assouplissement de la position prise par l'OEPP en faveur des échantillonnages systématiques du sol, qui demeurent l'un des moyens essentiels pour dépister l'anguillule. A cet égard nous renvoyons notamment aux recommandations de la Conférence internationale sur l'anguillule des racines de la pomme de terre, qui s'est tenue à Wageningen, sur l'initiative de l'OEPP, le 6 juillet 1955. *

Hanneton japonais (*Popillia japonica*)

23. Ce dangereux ravageur, non encore signalé en Europe ni dans le bassin méditerranéen, provoque des dégâts considérables dans l'est des États-Unis, où il est désormais établi sur un territoire de plus de 250.000 km². Dans le rapport d'un Groupe de travail antérieur ** le hanneton japonais figurait parmi 12 ennemis non encore introduits dont l'établissement éventuel dans les pays européens et méditerranéens risquerait de provoquer des ravages. Ce Groupe de travail avait préconisé d'exiger, pour l'admission des envois en provenance de pays contaminés, que les plants, bulbes, etc. soient, dans les limites pratiquement réalisables, débarrassés de terre, et qu'au cas où les contrôles à l'entrée révéleraient des signes de contamination, les envois soient traités par fumigation. Enfin, le Groupe recommandait d'organiser des campagnes éducatives spéciales. Par la suite l'OEPP édita et diffusa largement une planche en couleurs de *Popillia japonica*, puis en distribua des spécimens enrobés en matière plastique ; s'étant procurée aux États-Unis des échantillons d'un modèle de piège à hanneton largement utilisé dans ce pays, l'Organisation diffusa une description de ce dispositif, en proposant de l'installer dans les aéroports, etc., en vue de détecter la présence des premiers envahisseurs. Or, il a été récemment proposé de charger l'OEPP d'assurer la fabrication et la distribution de ces pièges, en vue de la création en Europe et dans les pays méditerranéens d'un réseau de détection. Notre Groupe de travail a été invité à examiner cette proposition en vue de déterminer, sur la base des données scientifiques disponibles, si les efforts et les frais nécessaires seraient ou non justifiés. Le commandant J. M. Geary, entomologiste consultant auprès de l'Armée de l'air américaine en Europe, a bien voulu se joindre au Groupe de travail pour la discussion de cette question ; nous tenons à le remercier de sa participation et de ses conseils, ainsi que du concours qu'il nous a si généreusement offert.

* Cf. le Rapport de la Conférence internationale sur l'anguillule des racines de la pomme de terre, OEPP, Paris, octobre 1955.

** Cf. le Rapport du Groupe de travail désigné pour étudier le danger que constituent pour les pays européens les parasites et maladies qui peuvent y être introduits, et pour recommander les mesures préventives appropriées, OEPP, Paris, décembre 1951.

- b. The tubers should be dried within four days and stored not more than two deep in boxes or cartons which had been sterilised beforehand, e.g. with formalin solution, and under conditions of adequate ventilation.
- c. Tubers for disinfection from surface-borne diseases must be free from soil.
- d. The certifying authorities should ensure that no cracked or mis-shapen tubers, or tubers containing holes, were included in the export consignment.

21. We trust that this rather extensive reference to the Scottish method will not be construed as implying a recommendation on the part of the Working Party that an importing country should stipulate the washing and/or disinfection of seed potatoes as a statutory requirement. Washing and disinfection are costly processes, and only when an importing country finds it essential to have the additional safeguard which the method may provide, should it be necessary to stipulate for one or both processes to be carried out by bilateral agreement.

22. Furthermore, the reference to the process must not be construed as implying any weakening of the EPPO recommendations in favour of regular soil sampling, which remains a vital factor in the detection of potato root eelworm. We refer in particular to the recommendations of the International Conference on Potato Root Eelworm which was convened by the Organisation in Wageningen on July 6, 1955. *

***Japanese Beetle* (Popillia japonica)**

23. This dangerous pest, which has not so far been recorded in Europe or the Mediterranean area, does considerable damage to the eastern part of the United States, where it is now established over an area of over 100,000 sq. mi. (250,000 km²). In a report of a previous Working Party ** it was listed among 12 pests and diseases which might cause serious losses if they became established in European or Mediterranean countries. It was recommended that imported plants, bulbs, etc. coming from an infested country should be required to be reasonably free from soil, and that if signs of infestation were detected on in-port inspection, the produce should be fumigated. Propaganda campaigns were also recommended. Subsequently EPPO produced and distributed widely a colour plate of the Japanese beetle and specimens of the adult beetle embedded in plastic, obtained from the United States specimens of a beetle trap which is widely used in that country, and circulated a detailed description of the trap with the suggestion that it might be placed at airports, etc. with a view to detecting the presence of immigrant beetles. Recently the suggestion was made that EPPO might organise the manufacture and distribution of traps, so that a network of traps might be established in European and Mediterranean countries. Our Working Party was asked to consider whether, on scientific grounds, the trouble and expense involved in such a project would be justified. Major J. M. Geary, Entomology Consultant, U.S. Air Forces in Europe, joined the Working Party for this discussion. We are grateful for his attendance and advice, and for his generous offer of cooperation.

* Cf. Report of the International Conference on Potato Root Eelworm, EPPO, Paris, October 1955.

** Report of the Working Party appointed to consider the danger to European countries of pests and diseases which might be introduced from outside, and to recommend appropriate preventive measures, EPPO, Paris, December 1951.

24. Il est intéressant de noter que l'introduction du fléau aux États-Unis remonte à plus de quarante ans et qu'il n'est toujours signalé ni en Europe ni dans la région méditerranéenne, malgré la circulation intense des hommes et des marchandises entre les deux continents pendant toute cette période, et tout particulièrement au cours des deux guerres mondiales. Il apparaît que le hanneton adulte manifeste une activité maximum lorsque la température atteint de 27 à 32 °C, et encore faut-il que la journée soit ensoleillée ; quelques vols peuvent se produire par temps chaud nuageux, mais en aucun cas par temps pluvieux. Nous avons également appris que feu le Dr J. C. F. Fryer, entomologiste principal du ministère anglais de l'Agriculture, avait étudié la question aux États-Unis et était arrivé aux conclusions suivantes : bien que le hanneton puisse sans doute s'acclimater à peu près n'importe où en Europe, il ne risque en règle générale de devenir dangereux que dans les régions dont le climat permet aux pêches de mûrir facilement en plein air ; mais comme de toute façon il faut à l'insecte de 8 à 10 ans pour s'établir dans une région, il y a de bonnes chances pour que tout foyer éventuel puisse être détruit par une campagne générale de pulvérisations et de traitements du sol.

25. Quant aux possibilités de détection par piégeage à l'arrivée, il semble bien que les conditions atmosphériques ou autres ne seraient pas souvent favorables aux vols des hannetons ; ceux-ci ne pourraient être attirés par les appâts qu'à condition que le vent souffle dans leur direction ; enfin, pour pouvoir détecter la présence d'insectes isolés, il faudrait certainement disposer d'un réseau de pièges particulièrement dense. De plus, l'identification des captures exige une surveillance constante, et les appâts doivent être renouvelés à intervalles de quelques semaines. Les efforts et les frais nécessaires seraient donc importants, et de toute façon les captures faites ne représenteraient probablement qu'une faible proportion des quelques envahisseurs éventuels.

26. Ces diverses considérations nous amènent à conclure que pour l'OEPP l'installation d'un vaste réseau de détection ne serait pas justifiée. Les pays où existent des régions dont le climat permet aux pêches de mûrir facilement en plein air se trouveront sans doute amenés à décider de l'utilité que pourrait présenter pour eux l'installation d'un réseau de piégeage. Dans l'éventualité fort regrettable où le hanneton japonais réussirait à s'introduire, l'OEPP aurait à intervenir contre lui de la même façon que contre d'autres ennemis — en assurant la coordination des mesures de lutte.

27. Nous devons à l'obligeance de M. le Ministre de l'Agriculture de la République fédérale d'Allemagne d'avoir pu nous réunir à Bad Godesberg. Nous tenons à remercier bien sincèrement le Ministère de tout ce qui a été fait, sous la haute direction de notre collègue le Dr H. Drees, vice-président de l'OEPP, pour nous faciliter la tâche en nous assurant les meilleures conditions de travail.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

Signé au nom du Groupe de travail ;

V. E. WILKINS

(Président).

Avril 1959.

142, avenue des Champs-Élysées, Paris.

24. A point which is worth making is that although the beetle was introduced into the United States more than 40 years ago, it has not yet been recorded in Europe or the Mediterranean area, in spite of the abundant traffic in personnel and goods which has gone on between the two continents throughout the period, and particularly during the two World Wars. We understand that the adult beetle is most active at temperatures of 80-90° F (ca. 27-32° C) and even at that temperature the weather must be sunny : some flying may occur on warm cloudy days, but none when it is raining. We were informed that the late Dr. J. C. F. Fryer, when chief entomologist to the English Ministry of Agriculture, came to the conclusion, after studying the problem in the United States, that although the beetle might well establish itself almost anywhere in Europe, in general it would be unlikely to become a serious pest except in regions where the climate is such that peaches ripen readily in the open air. In his view, moreover, as the beetle takes something like 8 to 10 years to become established in a district, there would be a reasonable chance, even if the pest were introduced, of eradicating such infestations by a general spraying and soil treatment programme.

25. So far as the efficiency of trapping is concerned, it is probable that beetles would not often encounter suitable conditions for flight on arriving ; they would only be attracted by the bait down-wind ; and the necessary intensity of trapping for the detection of small numbers would certainly be considerable. Moreover, constant attention is needed for identification purposes, and the bait has to be renewed every few weeks. Thus a great deal of trouble and expense is involved, with the probability that only a small proportion of any arriving beetles would be detected.

26. In view of these various considerations, we consider that EPPO would not be justified in attempting to organise a widespread trapping network. Countries having regions with climatic conditions suitable for the ready ripening of peaches in the open air will doubtless consider the desirability of installing traps for their own purposes. In the unfortunate event of the beetle becoming established, EPPO should do what it has done with some other pests, and ensure the coordination of the necessary measures of control.

27. Our meeting was held in Bad Godesberg, Germany, with the kind permission of the Federal German Minister of Agriculture, Food and Forestry. We record our sincere appreciation of the excellent arrangements for the conference made by the Ministry under the general direction of Ministerialrat Dr. H. Drees, Vice-Chairman of EPPO, and a member of the Working Party.

We have the honour to be, Sir,

Your obedient servants,

Signed on behalf of the Working Party :

V. E. WILKINS

(Chairman).

April 1959.

142, avenue des Champs-Élysées, Paris.

Certificats modèles de la FAO et de Pékin

FAO, 1951

Annexe à la Convention internationale
pour la protection des végétaux
Rome, 1951

CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE, MODÈLE

SERVICE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

DE N°

Il est certifié

que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date) :
par (nom) : agent autorisé du (service) :
et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures ; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

FUMIGATION OU DÉSINFECTION (à remplir sur la demande du pays importateur) :

Date : Traitement :

Durée du traitement : Produit chimique utilisé et concentration

DÉCLARATION SUPPLÉMENTAIRE

Fait à le 19 ..

(SIGNATURE)

(Cachet du Service) (FONCTION)

DESCRIPTION DE L'ENVOI

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur :

Nom, prénom et adresse du destinataire :

Nombre et nature des colis :

Marque des colis :

Provenance (sur la demande du pays importateur) :

Moyen de transport :

Point d'entrée :

Contenu de l'envoi :

Nom botanique (sur la demande du pays importateur) :

PÉKIN, 1956

Adopté par la Conférence internationale
pour la protection des végétaux
Pékin, août 1956

CERTIFICAT GÉNÉRAL PHYTOSANITAIRE
ET D'ORIGINE

[Traduction]

PAYS CERTIFICAT GÉNÉRAL PHYTO-
DÉLIVRÉ PAR (nom du bureau) SANITAIRE ET D'ORIGINE
..... N°

CERTIFICAT GÉNÉRAL
PHYTOSANITAIRE ET D'ORIGINE

Exportation à destination de

Il est certifié d'après les résultats :

— de la surveillance des cultures sur les lieux d'origine, *

— de l'examen du contenu de l'envoi, *

que les végétaux, parties de végétaux ou autres denrées contenus dans l'envoi décrit ci-après et devant être accompagnés d'un certificat ont été reconnus indemnes des ennemis et maladies dangereux des végétaux spécifiés par le pays importateur, et notamment :
et qu'ils sont conformes aux conditions suivantes prescrites par le pays importateur :

FUMIGATION OU DÉSINFECTION

Date : Traitement :

Durée du traitement : Produit chimique utilisé et concentration :

DESCRIPTION DE L'ENVOI :

Nombre, poids et nature des colis et indication du lieu d'origine :

N° du wagon N° du certificat de fret :

Nom du navire : Nom de l'expéditeur :

Nom du destinataire :

Certificat fait à (lieu, date) :

Le présent certificat ne doit pas être délivré plus de 20 jours avant la date de l'envoi.

Cachet
du Service (SIGNATURE DE L'INSPECTEUR)

(*) Biffer la mention inutile.

Appendix

FAO and Peking Model Certificates

FAO, 1951

*Annex to the International Plant Protection Convention
Rome, 1951*

MODEL PHYTOSANITARY CERTIFICATE

PLANT PROTECTION SERVICE

OF NO.

This is to certify

that the plants, parts of plants or plant products described below or representative samples of them were thoroughly examined on (date) :
by (name) : an authorized officer of the (service) and were found to the best of his knowledge to be substantially free from injurious diseases and pests; and that the consignment is believed to conform with the current phytosanitary regulations of the importing country both as stated in the additional declaration hereon and otherwise.

FUMIGATION OR DISINFECTION TREATMENT (if required by importing country) :

Date Treatment

Duration of exposure :

Chemical and concentration :

ADDITIONAL DECLARATION

..... 19..

(SIGNATURE)

(Stamp of the Service)

(RANK)

DESCRIPTION OF THE CONSIGNMENT

Name and address of exporter :

Name and address of consignee :

Number and description of packages :

Distinguishing marks :

Origin (if required by importing country) :

Means of conveyance :

Point of entry :

Quantity and name of produce :

Botanical name (if required by importing country) :

.....

PEKING, 1956

*Adopted by International Plant Protection Conference
Peking, August 1956*

GENERAL CERTIFICATE OF HEALTH AND ORIGIN

[Translation]

NAME OF COUNTRY

GENERAL CERTIFICATE OF

ISSUING OFFICE

HEALTH AND ORIGIN NO.

GENERAL CERTIFICATE OF HEALTH AND ORIGIN

Export to

This is to certify that on the strength of the results :

— of the supervision of the crops at the place of origin, *

— of the inspection of the contents of the consignment, *

the plants, parts of plants or other goods contained in the consignment described hereunder and to be provided with a certificate have been found free from the vegetable diseases and noxious pests notified by the importing country, especially from the following :
and that they meet the following conditions of the importing country :

TREATMENT BY GAS OR BY DISINFECTION

Date : Treatment :

Period of treatment : Chemical and concentration :

DESCRIPTION OF GOODS :

Number, weight and kind of packages and designation of the place of origin :

No. of waggon No. of freight warrant : ...

Name of ship Consignor :

Consignee :

Certificate made out in (place, date) :

This certificate must not be issued earlier than 20 days prior to despatch.

Stamp
of Service

(SIGNATURE OF INSPECTOR)

(*) Delete statement not required by the importing country.

HEMMERLÉ, PETIT & Cie
2, 4 et 4 bis, rue de Damiette
PARIS-2^e
6803-6-59

Publications de l'OEPP

RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL ET CONFÉRENCES TECHNIQUES

Mesures de contrôle phytosanitaire. 1951. 16 p.
Séances techniques (1^{re} réunion du Conseil). 1951. 44 p.
Ennemis non encore introduits en Europe. 1951. 12 p.
Ennemis récemment introduits en Europe. 1952. 20 p.
Ennemis des agrumes et des autres cultures méditerranéennes. 1952. 24 p.

Écaille fileuse (*Hyphantria cunea*) :

1^{re} Conf. intern. (Vienne). 1952. 12 p.
2^e Conf. intern. (Vienne). 1952. 24 p.
3^e Conf. intern. (Vienne). 1954. 20 p.
4^e Conf. intern. (Belgrade). 1957. 36 p.

Conservation des denrées alimentaires en magasin :

1^{er} Rapport (Bruxelles). 1953. 44 p. *
2^e Rapport (Springforbi). 1958. 40 p.

Anguillule des racines. 1955. 20 p.

PLANCHES EN COULEURS : Ennemis non encore signalés ou peu répandus.
1^{er} STAGE INTERNATIONAL DE PERFECTIONNEMENT PHYTOSANITAIRE (Communications).*

RAPPORTS SUR LA SITUATION EN EUROPE

Doryphore (*Leptinotarsa decemlineata*) : 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957.
Anguillule des racines de la pomme de terre (*Heterodera rostochiensis*) : 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958.
Rongeurs parasites des cultures : 1953-1954.

Lutte contre le rat musqué :

3^e Conf. intern. (Munich). 1953. 16 p.
4^e Conf. intern. (Gembloux). 1955. 20 p.
5^e Conf. intern. (Luxembourg). 1957. 16 p.

Mouche méditerranéenne des fruits :

1^{re} Conf. intern. (Alger). 1954. 28 p.
2^e Conf. intern. (Bonn). 1957. 68 p.

Maladies transmises par les semences.

1^{er} Gr. de travail (cultures tempérées). 1954. 32 p.
2^e Gr. de travail (cultures tropicales). 1959. 20 p.

Réglementation phytosanitaire :

1^{er} Rapport (Paris). 1955. 48 p.
2^e Rapp. (Rome-Wageningen). 1957. 28 p.
3^e Rapport (Bad Godesberg). 1959. 24 p.

Pou de San José. 1955. 20 p.

Tristeza et xyloporose. 1956. 28 p.

Laspeyresia molesta, etc. 1958. 16 p.

Mammifères nuisibles. 1959. 76 p.

VIE DE L'ORGANISATION

Convention du 18 avril 1951 pour l'établissement de l'OEPP. 1955 (2^e éd.). 24 p.
Rapports annuels : 1951, 1952, 1953-54, 1954-55, 1955-56, 1956-57, 1957-58, 1958-59.

* Publié en deux éditions distinctes, française et anglaise. Toutes les autres publications citées sont bilingues.

EPPO Publications

REPORTS OF TECHNICAL WORKING PARTIES AND CONFERENCES

Quarantine restrictions. 1951. 16 p.
Technical discussions at 1st Council meeting. 1951. 44 p.
Pests and diseases which might be introduced into Europe. 1951. 12 p.

Pests and diseases recently introduced into Europe. 1952. 20 p.

Pests and diseases of citrus and other Mediterranean crops. 1952. 24 p.

Fall webworm (*Hyphantria cunea*) :

1st Intern. Conf. (Vienna). 1952. 12 p.
2nd Intern. Conf. (Vienna). 1952. 24 p.
3rd Intern. Conf. (Vienna). 1954. 20 p.
4th Intern. Conf. (Belgrade). 1957. 36 p.

Protection of foodstuffs in store :

1st Report (Brussels). 1953. 44 p. *
2nd Report (Springforbi). 1958. 40 p.

Potato root eelworm. 1955. 20 p.

Muskrat control :

3rd Intern. Conf. (Munich). 1953. 16 p.
4th Intern. Conf. (Gembloux). 1955. 20 p.
5th Intern. Conf. (Luxembourg). 1957. 16 p.

Mediterranean fruit fly :

1st Intern. Conf. (Algiers). 1954. 28 p.
2nd Intern. Conf. (Bonn). 1957. 68 p.

Seed-borne diseases. 1954. 32 p.

1st Working Party (temperate crops). 1954. 32 p.
2nd Working Party (sub-tropical crops). 1959. 20 p.

Phytosanitary regulations :

1st Report (Paris). 1955. 48 p.
2nd Rep. (Rome-Wageningen). 1957. 28 p.
3rd Report (Bad Godesberg). 1959. 24 p.

San José scale. 1955. 20 p.

Tristeza and xyloporosis. 1956. 28 p.

Oriental fruit moth, etc. 1958. 16 p.

Harmful Mammals. 1959. 76 p.

COLOUR PLATES : Pests and diseases not yet or only locally reported.

1st INTERNATIONAL REFRESHER COURSE FOR PHYTOSANITARY INSPECTORS (Papers).*

SURVEYS OF THE POSITION IN EUROPE

Colorado beetle (*Leptinotarsa decemlineata*) : 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957.

Potato root eelworm (*Heterodera rostochiensis*) : 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958.

Field rodents : 1953-1954.

San José scale (*Aspidiotus perniciosus*) : 1953, 1954, 1955, 1956, 1957.

Potato wart disease (*Synchytrium endobioticum*) : 1953, 1954, 1955, 1956, 1957.

Pests and diseases of foodstuffs in store : 1953-54, 1955-57.

ORGANISATION

Convention of April 18, 1951 for the establishment of EPPO. 1955 (2nd ed.). 24 p.
Annual Reports : 1951, 1952, 1953-54, 1954-55, 1955-56, 1956-57, 1957-58, 1958-59.

* Published in separate English and French editions. All other publications listed are in both languages.